



COLLOQUE - 16 mai 2024

De l'Académie d'Orléans
et de l'École des Relations de Travail de l'Université d'Orléans

Les transformations du travail

Leurs impacts sur l'économie, les entreprises et la formation

Amphi Veil – 9h30 à 17h00

Faculté de Droit économie gestion – Rue de Blois - Orléans

ACCES LIBRE



Inscription obligatoire pour le déjeuner : [ou via le lien](#)

PROGRAMME

9h – Ouverture du colloque – Café d'accueil

9h30 – Le rapport au travail en France, mise en perspective historique et internationale

Jérôme Gautie, Professeur en sciences économiques à l'Université de Paris 1, Centre d'économie de la Sorbonne, membre du Conseil Scientifique de France Travail

Discutante : Frédérique Barnier, Maitresse de conférences en sociologie, Université d'Orléans

11h00 – Les transformations du travail : anticipation et adaptation chez Saint Gobain

Claire Pedini, Directrice générale adjointe, Ressources Humaines et RSE, Saint-Gobain

Discutants :

Marin de La Rochefoucauld, Maitre de conférences en sciences de gestion, Université d'Orléans

Isabelle Freundlieb, Directrice de l'ARACT Centre

12h45 – PAUSE DEJEUNER

14h00 - Education et formation tout au long de la vie : deux éléments essentiels pour adapter les compétences aux mutations du monde

Nathalie Chusseau, Professeur en sciences économiques, Université de Lille – LEM (Lille économie et management) ; Chercheure associée à la Chaire Transitions Démographiques, Transitions Economiques

Discutante : Nicole Pellegrin, Conseillère du recteur, Déléguée de région académique à la formation professionnelle initiale et continue, Directrice du GIP-FTLV-IP

15h30 – Peut-on se permettre de travailler moins ?

Patrick Artus, Conseiller économique de Natixis

Discutant : Marc Guillaume, Economiste et éditeur

17h00 – CLOTURE

Programme et résumé des interventions

1. Le rapport au travail en France, une mise en perspective historique et internationale

Jérôme GAUTIE, Professeur en sciences économiques, Université Paris 1, Centre d'Economie de la Sorbonne, membre du Conseil Scientifique de France Travail

La question du rapport au travail est réapparue récemment avec force dans le débat public en France, suite notamment à la crise COVID et à la réforme des retraites. Des études récentes s'interrogent sur une apparente désaffection de la « valeur travail » et une éventuelle rupture générationnelle. Pour en apprécier la pertinence, il convient d'élargir la perspective, à la fois dans le temps et dans l'espace, pour essayer de comprendre comment le rapport au travail s'est construit en France au cours des dernières décennies.

2. L'impact des transformations du travail sur l'entreprise et sur l'emploi

Claire Pedini, Directrice générale adjointe, Ressources Humaines et RSE, Saint-Gobain

Le monde du travail subit des transformations profondes et rapides qui impactent l'emploi. On pense en particulier aux effets de la transition énergétique (besoins de nouvelles compétences transversales et collaboratives), aux effets de la transition digitale et notamment de l'IA (besoins d'adaptation des emplois) et à la crise de sens du travail (besoins de flexibilité, de reconnaissance, gestion de l'allongement des carrières). Comment une entreprise comme Saint Gobain adapte-t-elle l'emploi pour répondre à ses défis ? La réponse se situe notamment dans l'évolution et la formation professionnelle, dans la nécessité d'enclencher un cercle vertueux de sens dans le travail et au sein de l'entreprise au travers d'une raison d'être au service d'un développement durable.

3. Education et formation tout au long de la vie : deux éléments essentiels pour adapter les compétences aux mutations du monde

Nathalie Chusseau, Professeur en sciences économiques, Université de Lille – LEM (Lille économie et management) ; chercheure associée à la Chaire Transitions Démographiques, Transitions Economiques

Depuis vingt ans, la France dégringole dans les classements internationaux, dans les disciplines fondamentales et en particulier en mathématiques. Dans le même temps, la France est le pays de l'OCDE où l'origine sociale pèse le plus dans les résultats scolaires, ce qui témoigne d'un fort déterminisme social.

Par ailleurs, nous évoluons dans un monde en proie à des transformations radicales et de multiples chocs : révolution numérique et intelligence artificielle (300 millions d'emplois seraient détruits dans le monde dont 25% en Europe), transition écologique et énergétique, choc démographique avec le vieillissement de la population et l'augmentation du nombre de personnes dépendantes, chocs géopolitiques entraînant une modification des chaînes de valeur globales via des relocalisations, et la réindustrialisation de l'économie. Ces mutations profondes génèrent de fortes incertitudes et nécessitent d'adapter les compétences de la population active car la demande de travail évolue constamment.

La formation à tous les âges de la vie et l'orientation professionnelle apparaissent comme des outils indispensables, aussi bien pour les employeurs que pour les salariés. Nous discuterons ici la manière dont la formation doit s'adapter aux parcours de travail et d'emploi à tous les âges de la vie.

4. Peut-on se permettre de travailler moins ?

Patrick Artus, Conseiller économique de Natixis

Les gains de productivité horaire du travail peuvent être utilisés pour réduire la durée du travail, pour accroître les profits investis ou distribués des entreprises, pour accroître le salaire réel par tête.

Les problèmes rencontrés par la France sont :

d'une part que la productivité du travail par tête a reculé de 6 points depuis son point haut de 2019, le poids des salaires dans le PIB a de ce fait augmenté fortement, le salaire réel par tête n'ayant baissé que de 2 points sur la période 2019-2023,

que d'autre part, la rémunération totale des actionnaires des entreprises non financières (4% du PIB en moyenne) est plus faible qu'aux Etats-Unis ou dans l'ensemble de la zone euro (6% du PIB),

et enfin que l'investissement des entreprises progresse rapidement depuis 2015, dynamique qu'il ne faut pas briser.

Cet ensemble d'évolutions ne laisse pas de possibilité de réduire la durée du travail puisque la baisse de la durée du travail sans baisse du salaire réel par tête imposerait soit un recul de la profitabilité et des investissements, soit un recul de la rémunération des actionnaires qui deviendrait nettement plus basse que dans les autres pays de l'OCDE.

La priorité de politique économique doit être d'abord de comprendre la cause du recul de la productivité et ensuite de redresser les gains de productivité.

Avec le concours de



Cofinancé par
l'Union européenne

